



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} juin 2018

Français
Original : anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Comité des technologies de l'information et de la communication,
de la science, de la technologie et de l'innovation

Deuxième session

Bangkok, 29-31 août 2018

Point 3 c) de l'ordre du jour provisoire*

Questions de politique générale concernant les technologies de l'information et de la communication : renforcement des capacités régionales en matière de technologies de l'information et de la communication pour le développement

Rapport du Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement sur ses activités durant la période 2016-2018

Résumé

Créé en juin 2006 en tant qu'institut régional de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement aide les États membres de la CESAP à renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles en matière d'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) aux fins du développement durable. Le Centre exécute des programmes de formation à l'intention des décideurs, des étudiants et des jeunes et des femmes entrepreneurs et facilite le partage des connaissances et des données d'expérience sur le renforcement des capacités humaines dans le domaine des TIC.

Le présent document rend compte des activités menées par le Centre depuis la première session du Comité des technologies de l'information et de la communication, de la science, de la technologie et de l'innovation, qui s'est tenue à Bangkok du 5 au 7 octobre 2016.

Le Comité est invité à prendre note du rapport.

I. Introduction

1. Créé en juin 2006 en tant qu'institut régional de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Centre Asie-Pacifique de formation aux technologies de l'information et de la communication pour le développement a pour mission d'aider les États membres de la CESAP à renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles en matière d'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) aux fins du développement durable.

* ESCAP/CICTSTI/2018/L.1.

2. Le Centre met en œuvre des programmes de formation phares à l'intention des décideurs, des étudiants et des jeunes, ainsi que des femmes entrepreneurs. Il fournit des plateformes pour le partage des connaissances sur les TIC au service du développement, produit des ressources de connaissances pour favoriser l'échange de bonnes pratiques et d'enseignements, et préconise le renforcement des capacités humaines dans les dialogues et les conférences au niveau international.

3. Le programme de travail du Centre contribue au sous-programme 5 (TIC et réduction et gestion des risques de catastrophe) : en particulier, dans le cadre stratégique 2016-2017, il contribue à la réalisation escomptée c), qui vise à renforcer la capacité des États membres d'utiliser les TIC, les applications des techniques spatiales, la gestion des risques de catastrophe et les stratégies de réduction de ces risques au service d'un développement durable, résilient, équitable et inclusif ; et, dans le cadre stratégique 2018-2019, à la réalisation escomptée c), qui vise à renforcer la capacité des États membres d'utiliser les TIC, les applications des techniques spatiales, la gestion des risques de catastrophe et les stratégies de réduction de ces risques au service d'un développement résilient et durable.

4. Le Conseil d'administration du Centre examine l'administration, la situation financière et la mise en œuvre de son programme de travail et fournit des conseils stratégiques sur les futurs programmes et activités. Le Conseil est composé de représentants de huit États membres et d'un représentant désigné par la République de Corée, pays hôte. À la soixante et onzième session de la Commission, en 2015, les pays suivants ont été élus membres du Conseil pour la période 2015-2018 : Bangladesh ; Cambodge ; Inde ; Indonésie ; Pakistan ; Philippines ; Sri Lanka ; et Thaïlande.

II. Activités entreprises depuis la première session du Comité des technologies de l'information et de la communication, de la science, de la technologie et de l'innovation

5. Depuis la première session du Comité des technologies de l'information et de la communication, de la science, de la technologie et de l'innovation, qui s'est tenue à Bangkok du 5 au 7 octobre 2016, le Centre a continué d'améliorer ses programmes de renforcement des capacités, d'étendre la portée de son action et de faciliter le partage des connaissances sur le rôle des TIC dans la concrétisation d'un développement inclusif et durable.

6. Reconnaissant que les TIC sont propices au développement et intéressent tous les secteurs, le Centre a renforcé ses activités visant à intégrer ses travaux dans les priorités et les sous-programmes régionaux de la CESAP. Il coopère avec les divisions et les bureaux sous-régionaux de la Commission et tire parti de leur expertise en matière d'élaboration et d'exécution de programmes.

A. Formation

7. La formation est au cœur des travaux du Centre. Celui-ci privilégie une politique fondée sur des programmes phares pour davantage mettre l'accent sur ses activités de formation. Il met actuellement en œuvre trois programmes phares de formation, à savoir l'Initiative « Women ICT Frontier », l'Académie pour l'initiation aux TIC des responsables publics et la série de cours d'initiation aux TIC pour le développement à l'intention des jeunes.

1. Initiative « Women ICT Frontier »

8. Depuis la première session du Comité, le Centre a intensifié la mise en œuvre de l'Initiative « Women ICT Frontier », programme phare de renforcement des capacités visant à promouvoir l'entrepreneuriat féminin, que le Centre a lancé en juin 2016.

9. L'un des principaux impératifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est l'engagement général à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. La question de l'égalité des sexes concerne tous les objectifs de développement durable et leurs cibles et y est intégrée. Les États membres sont invités à prendre des mesures pour parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles (objectif 5) et à renforcer l'utilisation des technologies clés, en particulier de l'informatique et des communications, pour favoriser l'autonomisation des femmes (cible 5.b des objectifs).

10. Dans le cadre de l'Initiative « Women ICT Frontier » (ci-après « l'Initiative »), le Centre s'efforce d'autonomiser les femmes sur les plans social et économique en favorisant l'entrepreneuriat féminin à l'aide des TIC. Il vise à renforcer la capacité des femmes entrepreneurs en Asie et dans le Pacifique à utiliser les TIC à l'appui de leurs activités économiques et la capacité des décideurs à mettre en place un environnement qui leur soit favorable.

11. À cet égard, le Centre a inauguré toute une série d'initiatives nationales et sous-régionales, en étroite collaboration avec des ministères en charge des TIC, de l'égalité des sexes, des institutions de la fonction publique, des organismes de formation, des associations de la société civile et de défense des femmes, ainsi que d'autres parties prenantes. Au cours de la période considérée, les initiatives nationales et sous-régionales suivantes ont été lancées :

a) Au Sri Lanka, l'Initiative a été lancée au niveau national le 26 septembre 2016, à Colombo, en partenariat avec l'Agence nationale des technologies de l'information et de la communication et le Ministère de la femme et de l'enfance. Au départ, les activités déployées cibleront les femmes chefs de famille vivant dans les zones précédemment touchées par le conflit. Un cours de formation des formateurs a été organisé à Colombo les 27 et 28 septembre, puis des ateliers communautaires dans les districts de Badulla et de Kilinochchi, durement touchés par la guerre civile.

b) Au Cambodge, l'Initiative a été lancée à Phnom Penh le 21 décembre 2016, en partenariat avec le secrétariat du Comité national du mouvement « Un village, un produit » et le Ministère des affaires féminines. Elle faisait suite à une formation de formateurs d'une durée de trois jours (19-21 décembre 2016), qui a permis d'accroître la réserve de personnes ressources au niveau local aptes à dispenser la formation dans le pays. Le programme est mis en œuvre dans les différentes provinces du pays en partenariat avec le Comité national du mouvement « Un village, un produit », le Ministère des affaires féminines et les associations de femmes entrepreneurs.

c) Au Kirghizistan et en Asie centrale, le Centre a lancé le programme à Bichkek le 27 avril 2017, en collaboration avec l'Académie d'administration publique, sous l'égide du Président de la République du Kirghizistan, et avec le Réseau de recherche et d'éducation pour l'Asie centrale. Une formation de formateurs à l'échelle sous-régionale a ensuite été organisée à l'intention des femmes entrepreneurs et des décideurs des pays d'Asie centrale.

d) Au Bangladesh, en collaboration avec la Division des TIC du gouvernement du Bangladesh et le Conseil informatique du Bangladesh, le programme a été lancé à Dhaka le 5 juillet 2017. Le gouvernement a adopté le programme conformément à sa stratégie nationale en matière de TIC, « Digital Bangladesh », qui vise à transformer le pays en une société moderne et inclusive, fondée sur le savoir, d'ici à 2021, non seulement grâce à l'élaboration d'une infrastructure des TIC à l'échelle du pays, mais aussi grâce au renforcement des ressources humaines dans le domaine des TIC. La Division des TIC vise à dispenser une formation dans le domaine des TIC et de l'entrepreneuriat à 30 000 femmes entrepreneurs du pays.

e) Dans l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et aux Philippines, le programme a été lancé le 28 août 2017, parallèlement à la Conférence « ASEAN Women's Business », qui s'est tenue à Manille du 28 août au 1er septembre 2017. Le Programme d'action sur l'intégration de l'autonomisation des femmes sur le plan économique a été adopté par les participants à la Conférence, invitant tous les participants à appuyer la mise en œuvre de l'Initiative « Women ICT Frontier » dans les États membres de l'ASEAN. Un cours de formation des formateurs a été organisé les 29 et 30 août 2017, en collaboration avec le Réseau des femmes entrepreneurs de l'ASEAN, la Commission philippine des femmes, ainsi que le Ministère de la technologie de l'information et des communications et le Ministère du commerce et de l'industrie des Philippines. Un groupe de parties prenantes des Philippines s'est réuni le 30 août pour débattre des stratégies d'intégration du programme dans le cadre de sa mise en œuvre au niveau national.

f) En Arménie, le Centre a lancé le programme à l'Université d'État d'Erevan, à Erevan, le 29 septembre 2017, en collaboration avec le Conseil de la fonction publique de la République d'Arménie, l'École de l'administration publique, l'Université d'État d'Erevan et l'Association de jeunes femmes arméniennes. Préalablement, du 26 au 28 septembre 2017, un cours de formation de formateurs avait été organisé à l'intention des décideurs et des femmes entrepreneurs.

g) En Inde, le Centre a lancé le programme à Tirupati (Andhra Pradesh) le 19 février 2018, en partenariat avec Sri Padmavati Mahila Visvavidyalayam (Université des femmes). Un cours de formation de formateurs a été organisé du 20 au 22 février 2018, lequel a été suivi d'une réunion de parties prenantes qui ont principalement débattu de la manière de relier le programme aux initiatives des administrations des États visant à promouvoir l'innovation et la culture de l'entrepreneuriat.

2. Académie pour l'initiation aux TIC des responsables publics

12. Lancée en 2008 en tant que premier programme de formation phare du Centre, l'Académie pour l'initiation aux TIC des responsables publics vise à renforcer les capacités des décideurs et des fonctionnaires à exploiter les TIC dans les stratégies et les programmes de développement national. Le programme a été utilisé dans 35 pays par des partenaires sous-régionaux et nationaux des ministères en charge des TIC, d'organisations de la fonction publique, de la société civile et du monde universitaire.

13. L'Académie comprend 11 modules de formation couvrant un éventail de thèmes concernant les TIC au service du développement, à savoir : Liens entre les applications des TIC et un développement rationnel (module 1) ; Les TIC au service du développement : politiques, processus et gouvernance (module 2) ; Administration électronique : applications (module 3) ; Tendances des TIC intéressant les responsables publics (module 4) ; Gouvernance de l'Internet (module 5) ; Sécurité et confidentialité des informations (module 6) ;

Gestion théorique et pratique des projets concernant les TIC (module 7) ; Options pour le financement des TIC au service du développement (module 8) ; Les TIC pour la gestion des risques de catastrophe (module 9) ; TIC, changements climatiques et croissance verte (module 10) ; et Les médias sociaux pour le développement (module 11).

14. Au cours de la période considérée, le Centre a produit un nouveau module intitulé « Aperçu des TIC et du développement durable », qui présente les points d'intersection entre les TIC et les objectifs de développement durable. Il vise à éclairer les décideurs sur les divers aspects et secteurs dans lesquels les TIC peuvent aider les gouvernements à gérer leurs plans et leurs programmes de développement durable.

15. Compte tenu de l'émergence des données en tant que ressources importantes permettant aux gouvernements de prendre des décisions éclairées en matière de développement socioéconomique, le Centre a élaboré un nouveau module de formation de l'Académie sur la gouvernance fondée sur l'exploitation des données. Ce module vise à mieux faire comprendre aux fonctionnaires le rôle des données dans l'élaboration de politiques reposant sur des faits et dans la mise en œuvre et le suivi des progrès accomplis par le pays s'agissant d'atteindre les objectifs de développement durable. Une réunion d'experts a été organisée à Manille le 6 décembre 2017 pour inviter spécialistes et hommes de terrain à faire part de leurs observations sur un projet de module qui sera achevé à la fin de 2018.

16. Le Centre organise des ateliers de renforcement des capacités au niveau national à l'intention des fonctionnaires, en collaboration avec les ministères chargés des TIC et les instituts nationaux de formation des fonctionnaires. Au cours de la période considérée, le Centre a entrepris les activités suivantes :

a) Au Bhoutan, le Centre a mis en œuvre un programme de renforcement des capacités portant sur les médias sociaux pour le développement, à Thimphou, du 28 octobre au 4 novembre 2016. Organisé en coordination avec le Ministère de l'information et des communications, le programme, d'une durée de cinq jours, a consisté en une séance d'information de haut niveau destinée aux membres du Conseil national du Bhoutan, une journée de formation à l'intention de hauts fonctionnaires du gouvernement et deux journées d'atelier à l'intention des fonctionnaires chargés de l'information et des médias, consacrées aux médias sociaux au service du développement et de la gouvernance et à la mise en œuvre des politiques en matière de médias sociaux. Un second atelier de l'Académie, consacré aux TIC, aux changements climatiques et à la croissance verte a été organisé à Thimphou les 26 et 27 octobre 2017. Organisée par le Centre en collaboration avec l'Institut royal d'administration, cette formation a été suivie par des fonctionnaires de la Commission nationale pour l'environnement ainsi que d'organismes concernés par les TIC et les télécommunications.

b) Au Myanmar, le Conseil de la fonction publique de l'Union a intégré les modules de l'Académie dans son programme de formation des fonctionnaires de rang élevé. Il les a inclus en tant que composante essentielle de son cours d'administration à l'intention des hauts fonctionnaires, lequel est assuré annuellement en collaboration avec d'autres partenaires internationaux, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale et l'Union européenne. Au cours de la période considérée, quatre ateliers de l'Académie ont été organisés au Myanmar à l'intention des hauts fonctionnaires :

- i) Atelier de l'Académie sur les applications gouvernementales en ligne, la gouvernance de l'Internet et la sécurité et la protection des réseaux et de l'information (Bas Myanmar, du 20 au 24 février 2017) ;
- ii) Atelier de l'Académie sur les TIC et le développement durable, les TIC et la gestion de projets et les médias sociaux pour le développement (Haut Myanmar, du 31 juillet au 4 août 2017) ;
- iii) Atelier de l'Académie sur les applications gouvernementales en ligne et la connectivité à large bande (Bas Myanmar, du 6 au 10 novembre 2017) ;
- iv) Atelier de l'Académie sur les applications gouvernementales en ligne, la sécurité et la confidentialité des informations (Bas Myanmar, du 19 au 23 mars 2018).

17. Preuve de l'intégration de l'Académie dans les programmes nationaux de développement des ressources humaines de la fonction publique, les partenaires nationaux du Centre continuent d'utiliser les ressources de l'Académie dans la formation des fonctionnaires. Ces partenaires sont notamment les ministères en charge des TIC et des organisations de la fonction publique de pays tels que l'Arménie, le Bhoutan, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Kazakhstan, la Mongolie, le Myanmar, l'Ouzbékistan, le Pakistan, les Philippines, la République démocratique populaire lao, le Tadjikistan et le Turkménistan.

3. Série de cours d'initiation aux TIC pour le développement à l'intention des jeunes

18. Lancés en 2012, ces cours visent à sensibiliser les futurs dirigeants de la société – étudiants et jeunes des écoles supérieures et des universités – au rôle moteur des TIC dans la promotion du développement durable. Il s'agit de ressources d'apprentissage pouvant être utilisées par les établissements d'enseignement supérieur et intégrées dans les programmes d'études universitaires.

19. Le Centre continue de promouvoir la série de cours d'initiation dans la région en organisant des réunions d'information de haut niveau à l'intention des responsables des organes compétents en charge de l'enseignement supérieur ainsi que des administrateurs et des professeurs des établissements d'enseignement supérieur et des universités, afin de leur faire connaître la teneur de ces cours d'initiation et de leur indiquer la façon dont ces ressources peuvent être utilisées dans le cadre de l'enseignement en classe. Deux réunions d'information de haut niveau ont été organisées, l'une à Phnom Penh le 23 décembre 2016 et l'autre à Bichkek le 28 avril 2017.

20. Les établissements d'enseignement supérieur et universitaire partenaires de la région ont utilisé les ressources de ces cours d'initiation dans leurs programmes d'études, notamment : Build Bright University (Cambodge) ; l'Institut de technologie de l'information Bangalore (Inde) ; l'Université internationale des technologies de l'information (Kazakhstan) ; l'Université de Katmandou (Népal) ; l'Université technique d'État kirghize (Kirghizistan) ; l'Université Royale de Phnom Penh (Cambodge) ; l'Université Satbayev (Kazakhstan) ; l'Université des technologies de l'information de Tachkent (Ouzbékistan) ; l'Université Gadjah Mada (Indonésie) ; l'Université d'Hyderabad (Inde) ; l'Université de Moratuwa (Sri Lanka) ; et l'Université technologique, Yadanabon Cyber City (Myanmar).

B. Plateformes d'apprentissage en ligne et de partage des connaissances

1. Campus virtuel

21. Le Campus virtuel – la plateforme d'apprentissage en ligne du Centre – est essentiel à la stratégie du Centre visant à diversifier ses canaux de diffusion de la formation, à étendre son champ d'action et à faciliter l'auto-apprentissage. Depuis le lancement de la plateforme en 2009, le Centre a comptabilisé plus de 12 330 inscriptions à des formations. Les utilisateurs inscrits sont originaires de 152 pays, 34 % d'entre eux venant d'organismes gouvernementaux, 33 % des milieux universitaires, 14 % d'organisations non gouvernementales, 12 % du secteur privé et 7 % d'agences de développement.

22. **Nouveaux cours en ligne sur les TIC et l'entrepreneuriat féminin.** Au cours de la période considérée, le Centre a élaboré des versions en ligne des modules de formation de l'Initiative « Women ICT Frontier ». Il s'agit notamment de deux modules principaux intitulés « Women's Empowerment, Sustainable Development Goals and ICT » (Autonomisation des femmes, objectifs de développement durable et TIC) et « Enabling Role of ICT for Women Entrepreneurs » (Rôle catalyseur des TIC pour les femmes entrepreneurs), deux modules spécialisés destinés aux femmes entrepreneurs, intitulés « Planning a Business Using ICT » (Planification d'une entreprise à l'aide des TIC) et « Managing a Business Using ICT » (Gestion d'une entreprise à l'aide des TIC) ; et un module spécialisé conçu pour les décideurs, intitulé « An Enabling Environment for Women Entrepreneurs » (Un environnement propice à l'entrepreneuriat féminin).

23. **Migration du campus vers la plateforme en ligne intégrée des Nations Unies.** Le Centre a transféré le Campus virtuel sur la plateforme en ligne intégrée des Nations Unies administrée par le Bureau de l'informatique et des communications du Secrétariat. Cette migration devrait permettre de renforcer les capacités techniques, d'accroître la visibilité, d'augmenter la synergie avec d'autres plateformes en ligne d'organismes des Nations Unies et d'améliorer la sécurité. Des dispositifs nouveaux ont également été ajoutés en vue de renforcer l'accessibilité au moyen d'appareils mobiles.

2. Base de données InfoBank de l'Initiative « Women ICT Frontier »

24. La base de données InfoBank de l'Initiative « Women ICT Frontier » est la plateforme de partage des connaissances en ligne conçue pour les femmes entrepreneurs qui se servent des TIC. Elle regroupe les produits du savoir du Centre, notamment les modules de formation et les contenus adaptés au contexte local, ainsi que des études de cas sur les femmes entrepreneurs qui utilisent les TIC.

25. Au cours de la période considérée, le Centre a amélioré la plateforme en lui ajoutant de nouvelles sections, rationalisant également l'organisation des données. Les nouvelles sections concernent notamment des activités propres à certains pays, des ressources adaptées au contexte local (par exemple des livres-audio), des articles de presse et des ressources pour l'apprentissage des rudiments de la gestion financière. Des liens vers des ressources externes pertinentes ont été ajoutés sur le portail des connaissances.

3. Centre de coopération électronique (eCollaborative Hub)

26. Le Centre de coopération électronique est un répertoire de ressources de connaissances sur les TIC pour le développement. Il continue d'enrichir la plateforme, qui compte désormais 1 270 ressources, notamment des publications, des rapports, des articles de revues, des documents de travail, des manuels de formation et des études de cas. En mai 2018, le portail avait été visité plus de 394 700 fois.

C. Activités de sensibilisation et d'information

1. Site Web du Centre

27. Le site Web du Centre (www.unapcict.org) est son principal canal de communication et de diffusion au grand public de ses programmes, ressources et activités de renforcement des capacités. En mai 2018, ses pages avaient été consultées plus de 1 227 100 fois.

2. Promotion du renforcement des capacités en matière de technologies de l'information et de la communication lors des conférences internationales, régionales et nationales

28. Le Centre a continué de faire l'éloge du rôle moteur que jouent les TIC en matière de développement durable, de l'importance du renforcement des capacités humaines en matière de TIC et de ses programmes phares en organisant des exposés, des discours événements et des réunions d'experts lors d'importantes manifestations, notamment :

a) La quinzième réunion de la Commission de l'ASEAN sur les femmes, Singapour, 6 octobre 2016 ;

b) Le Forum mondial 2016 « Government 3.0 », Busan (République de Corée), du 9 au 11 novembre 2016 ;

c) Le séminaire international 2016 du Korea Institute of Ocean Science and Technology (Institut coréen des sciences et technologies des océans), Séoul, 1^{er} décembre 2016 ;

d) Le colloque international intitulé « Promoting Women's Human Rights and Participation in Conflict-affected Settings » (Promouvoir les droits des femmes et leur participation dans les zones touchées par des conflits), Séoul, 9 décembre 2016 ;

e) La deuxième Conférence sur le Réseau de l'Asie centrale pour la recherche et l'éducation, Bichkek, 26 avril 2017 ;

f) La réunion du groupe pakistanais « eWomen Multi-stakeholder Group » (Groupe multipartite des femmes en ligne), Islamabad, 2 mai 2017 ;

g) L'atelier intitulé « Rural Community Development – Women and Youth Empowerment » (Développement des communautés rurales - autonomisation des femmes et des jeunes), Seongnam (République de Corée), 30 mai 2017 ;

h) La rencontre 2017 Asia-Pacific Youth Exchange (Échange de la jeunesse Asie-Pacifique), Incheon (République de Corée), 13 août 2017 ;

i) Le salon « International Organizations and MICE (Meeting, Incentives, Conferences and Events) Careers », Songdo, Incheon (République de Corée), 17 novembre 2017.

3. Médias

29. Des informations sur les programmes et les activités du Centre ont été diffusées dans des médias électroniques et dans la presse écrite internationale et en République de Corée. En mai 2018, 754 articles sur le Centre étaient parus, dont 382 couverts par des médias internationaux (articles de presse et émissions radiophoniques ou télévisuelles) et par d'autres entités et organisations internationales du système des Nations Unies, et 372 par des médias de la République de Corée.

D. Partenariats stratégiques

30. La constitution de réseaux de relations et de partenariats aux niveaux régional, sous-régional et national est fondamentale pour la stratégie de renforcement des capacités du Centre en Asie et dans le Pacifique. Ce dernier entretient des partenariats avec des ministères et des organismes centraux, des établissements universitaires et des instituts de recherche, des organisations du système des Nations Unies et des organisations internationales, des organisations et des réseaux régionaux, des organisations de la société civile, le secteur privé, les médias, ainsi que des ministères et des organismes gouvernementaux du pays hôte.

E. Conseil d'administration

31. Le Conseil d'administration du Centre tient des sessions annuelles pour examiner la situation administrative et financière du Centre, l'état d'avancement de son programme de travail et de son plan de travail annuel. La onzième session du Conseil s'est tenue à Bangkok les 5 et 6 octobre 2016, parallèlement à la première session du Comité. Sa douzième session s'est tenue à Manille le 7 décembre 2017.

III. Questions à examiner

32. Le Comité pourra juger utile de recenser les domaines prioritaires et les activités pouvant être entreprises par le Centre dans le cadre de ses programmes phares en vue de promouvoir la compréhension et l'utilisation des TIC pour la mise en œuvre du Programme 2030.

33. Le Comité pourra juger utile de mettre en lumière quelques bons exemples d'utilisation des TIC au service du développement en Asie et dans le Pacifique pour éclairer les futurs travaux du Centre.

34. Le Comité pourra juger utile de définir les nouveaux besoins en matière de renforcement des capacités dans le domaine des TIC dans la région, ainsi que d'autres domaines d'action dans lesquels le Centre pourrait intervenir, et de formuler des orientations à cet égard, en concordance avec le Programme 2030.